



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités



Observatoire
régional
de l'intégration
et de la ville

Centre de ressources
Grand Est

Séminaire régional - Réseau Acteurs intégration Grand Est

25 avril 2025

Déroulement

- Accueil par la DREETS : [Safia BEN AMMAR](#)
- Eléments de cadrage sur l'intégration : actualités, instruction puis Plan national d'évaluation
 - [Safia BEN AMMAR](#) – Chargée de mission DREETS
- Questions - Réponses
- Zoom sur les jeunes étrangers arrivés sur le territoire français
 - [Murielle MAFFESSOLI](#) – Directrice ORIV
- Présentation de dispositifs en direction des 16-25 ans primo-arrivants
 - [Safia BEN AMMAR](#) – Chargée de mission DREETS Grand Est
 - [Magaly BAUDEL](#) – Chargée de mission DREETS Grand Est
- Questions - Réponses
- Présentation d'une action auprès de jeunes
 - [VASSE Héloïse](#), Formatrice FLE / FLI – Aléos
- Prochain rdv : 2 juin 2025.

Intervention de Safia BEN AMMAR-
Chargée de mission DREETS Grand Est

**Éléments de cadrage sur l'intégration :
actualités, instruction appel à projets
2025 et plan nation d'évaluation (PNE)**



CONTEXTE DE LA POLITIQUE D'INTÉGRATION EN 2025

- **Loi pour Contrôler l'immigration Améliorer l'Intégration (CIAI) du 26 janvier 2024**
- **Nouveaux marchés de l'OFII à compter du 01/07/2025 : évolutions des prestations pour les signataires de CIR**
- **Loi Plein Emploi du 18 décembre 2023 - Evolution des conditions d'inscription à France Travail entraine une hausse de la prise en charge des étrangers primo-arrivants (EPA) par le Réseau Pour l'Emploi (RPE).**



LOI CIAI - Focus sur les articles 20, 21 et 23

Art. 20 : obligation de résultats pour les signataires de CIR en termes de :

- **Maîtrise de la langue** – A2 pour un titre de séjour pluriannuel, B1 pour résident et B2 pour naturalisation
- **Connaissance civique** – réussite à un examen civique pour obtenir un titre de séjour pluriannuel et un titre de résident

Art. 21 : limite à 3 , pour les signataires de CIR, les renouvellements consécutifs de titre de séjour temporaire pour un même motif.

Art. 23 :

- Les employeurs peuvent proposer dans le **plan de formation, des actions pour les salariés allophones** visant à atteindre une connaissance de la langue française à un niveau égal ou supérieur au niveau A2 ;
- L'obligation **de dégager du temps de travail avec maintien de la rémunération**, aux salariés signataires de CIR engagés dans une formation linguistique (80h maximum sans dépasser 10% de la quotité hebdomadaire) ;
- Les salariés signataires de CIR prenant des cours de français financés par leur compte personnel de formation bénéficient d'une autorisation de plein droit dans la limite d'une durée fixée à 28h.



NOUVEAUX MARCHÉS DE L'OFII

Prestations de formation des signataires de CIR

La formation linguistique :

- Formation de **600 h en présentiel** pour les non-lecteurs non-scripteurs pour atteindre le **niveau A2**
- Formation **asynchrone** pour les autres signataires

La formation civique :

4 journées obligatoires avec une préparation à l'examen civique



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités

dreets

INSTRUCTION NATIONALE 2025

PERSPECTIVES DE DÉPLOIEMENT DANS LE GRAND EST



APPRENTISSAGE DE LA LANGUE ET DES PRINCIPES ET VALEURS DE LA REPUBLIQUE

La modification des marchés de l'OFII ainsi que la prochaine entrée en vigueur des art. 20 et 21 de la loi CIAI induisent des changements :

=> Priorité de l'enveloppe 12 du P104 : la formation linguistique afin de favoriser l'accès à une certification (soit générale soit à visée professionnelle)

=> L'axe linguistique devient obligatoire pour les CTAI et l'axe logement n'est plus obligatoire mais très fortement recommandé.



APPRENTISSAGE DE LA LANGUE ET DES PRINCIPES ET VALEURS DE LA REPUBLIQUE

Renforcement de la coordination des actions linguistiques sur l'ensemble du territoire :

- **Construction d'un parcours d'apprentissage linguistique partagé**

Déclinaison dans les différents dispositifs avec l'ensemble des acteurs et partenaires institutionnels, économiques et associatifs (ex AAP 2025, OEPRE, CTAI, nouveau marché 2026 PRIC...)

- **Renforcement de la communication du parcours et des offres**



INTÉGRATION PAR L'EMPLOI ET MOBILISATION DES ACTEURS ÉCONOMIQUES

- **Nouvel accord cadre Etat, OFII, RPE fin 1^{er} semestre 2025**
- **Renforcer l'information des employeurs sur le recrutement des étrangers**
(article 23 de la loi CIAI, outils France Travail...)
- **Renforcer l'accès des étrangers aux dispositifs de reconnaissance des diplômes, des qualifications et des compétences**



L'ACCÈS AUX DROITS DES ÉTRANGERS PRIMO-ARRIVANTS LE SPORT, LA CULTURE ET LE VIVRE ENSEMBLE

- **Renforcer l'accès aux droits des étrangers primo-arrivants et favoriser la transition entre les statuts de demandeur d'asile et de bénéficiaire de la protection internationale**
 - Délivrance de la carte de résident pour les BPI facilitée depuis 01/01/2025 en leur permettant d'obtenir la carte de résident sans attendre la reconstitution de leur état civil par l'OPFRA et ainsi d'ouvrir l'ensemble de leurs droits avant la fin de leur première API.
- **Renforcer l'accès à la santé et notamment la santé mentale**
- **Favoriser l'accès aux dispositifs d'accompagnement pour les femmes étrangères victimes de violences sexistes et sexuelles**
- **Favoriser l'accès à la mobilité**
- **Favoriser l'intégration par le sport, la culture et le vivre ensemble**



AGIR

- La file active nationale est de 25 000 BPI pour 2025 **(2 475 pour le GE)**

- **Installation d'une conférence de coordination régionale semestrielle :**
 - 1ère conférence en juin 2025 pour impulser l'articulation nécessaire entre France travail et les opérateurs AGIR dans l'accompagnement des BPI.
 - Un autre axe de réflexion de la conférence de coordination régionale est la mise en place d'une mobilité régionale des BPI pour optimiser les accompagnements AGIR et augmenter le nombre de prise en charge des BPI.

- **Modification du critère de sortie positive du programme**



ACTUALITES INTÉGRATION

- **La semaine de l'Intégration** pour valoriser des actions et promouvoir des dispositifs soutenus dans le cadre de l'action 12 du programme 104 se déroulera du **6 au 10 octobre 2025**.

- **Publication de l'appel à projets de l'action 12 du P104 le 16 avril :**
 - décline les priorités nationales et les adapte aux spécificités du territoire et en cohérence avec les besoins relevés par les trois directions territoriales de l'OFII de la région Grand Est.
 - Un focus particulier sera mis sur la priorité de la formation linguistique. Pour inscrire cet AAP dans l'obligation de résultats, il est demandé aux porteurs de projets de rendre compte de façon chiffrée de la progression linguistique des bénéficiaires.



UN PLAN NATIONAL D'ÉVALUATION (PNE) mis en place depuis 2019

La DIAN doit rendre compte de l'utilisation des crédits déconcentrés de l'action 12 du programme 104 (P104) destinés à favoriser l'intégration des étrangers primo-arrivants (EPA), dont les bénéficiaires de la protection internationale (BPI), hors crédits destinés à financer les dispositifs OEPRE, AGIR et Territoires d'intégration.

➤ *Objectif régional et départemental : Taux de réponse 100 %*

Rappeler **l'obligation aux opérateurs financés dans le cadre de l'appel à projets de rendre compte de l'utilisation des crédits** (article mentionné dans chaque convention ou arrêté de subvention. Cette obligation se traduit notamment par la **transmission du compte-rendu financier de subvention dans les 6 mois la fin de l'exercice** au cours duquel la subvention a été accordé mais également par le **bon remplissage du questionnaire du PNE**

➤ *Notre rôle : s'assurer de la bonne complétude du questionnaire pour l'ensemble des opérateurs*

Dès la diffusion du questionnaire aux opérateurs, nous opérons un suivi actif de chaque structure bénéficiaire de crédits sur le Grand Est afin de nous assurer de la bonne réception du questionnaire et qu'elle remplit effectivement son obligation de répondre au questionnaire.



LE PNE 2024

- **2/04/2025 : Lancement du questionnaire 2024 uniquement en ligne sur la plateforme LimeSurvey**, un courriel transmis par la DIAN à tous les opérateurs
- **1 questionnaire par action financée et divisé en 2 catégories :**
 - des indicateurs financiers et relatifs au public bénéficiaire, obligatoire pour toutes les actions ;
 - des indicateurs thématiques, c'est-à-dire propres à chaque action en fonction de son objet.
- **Date limite : 31 mai (clôture de l'enquête)** Le renouvellement d'une subvention en 2025 sera conditionné au bon remplissage du questionnaire d'indicateurs du PNE par les opérateurs.
- **Pour qui ?**

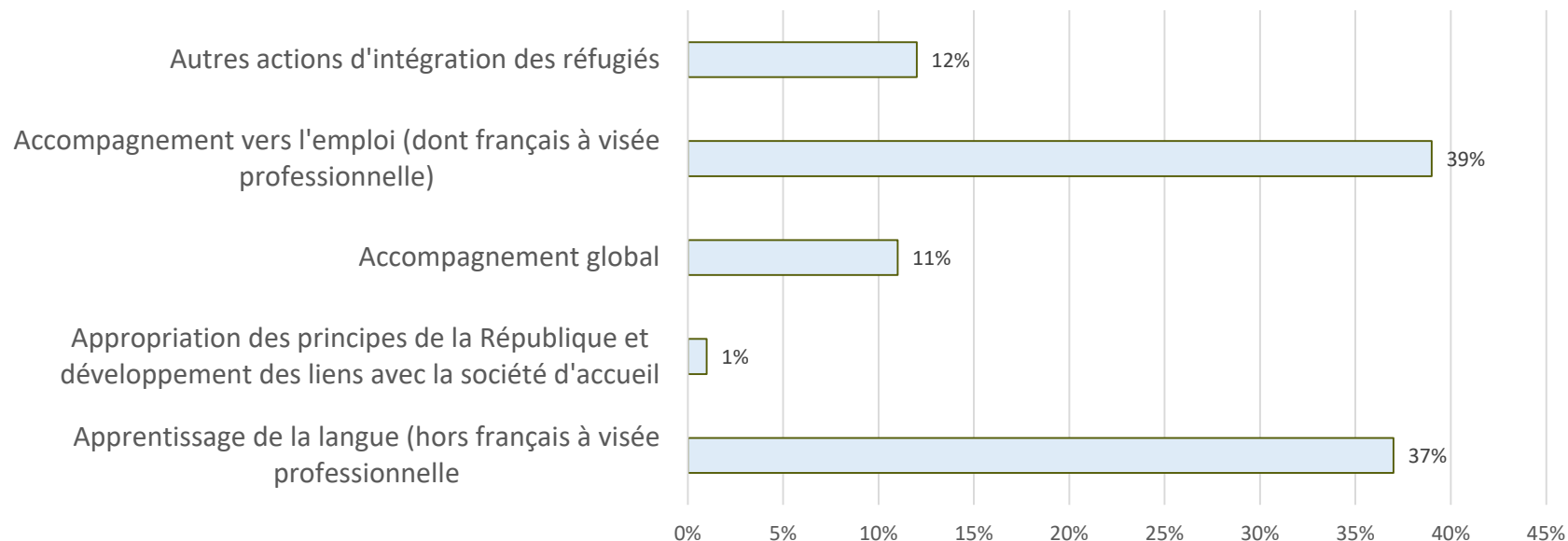
Tous les opérateurs bénéficiaires d'une ou plusieurs subventions dans le cadre du précédent appel à projets lancé au titre de l'exercice 2024, et ceux dont les actions financées en 2023 ont été mises en œuvre majoritairement en 2024.



QUELQUES CHIFFRES DU PNE 2024

- Dans le cadre de l'AAP, financement en 2024 de 117 opérateurs – 160 actions

LA RÉPARTITION PAR THÉMATIQUE





DES CONTRÔLES SUR PLACE EN 2025

- **L'instruction 2025 rappelle l'obligation de contrôles sur pièces et sur place** pour évaluer la conformité et la mise en œuvre des actions financées par les crédits de l'action 12 du programme 104. La DIAN a fixé un process pour ces contrôles des lauréats de l'appel à projets et des associations financées dans le cadre des CTAI (contrats territoriaux d'accueil et d'intégration)
- **Pour le Grand Est, mise en place d'un plan de contrôle sur place régional, départemental :** sur site, une grille de contrôle pour vérifier la bonne affectation de l'utilisation des fonds au profit exclusif de l'action conventionné et des publics cibles.



CONTACTS

➤ **Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS)
Grand Est**

Safia BEN AMMAR – safia.ben-ammam@dreets.gouv.fr / 06 69 75 96 52

Emmanuelle MOREL – emmanuelle.morel@dreets.gouv.fr / 06 64 53 84 49

Merci de nous contacter pour toute question ou demande d'information

Intervention de Murielle MAFFESSOLI

– Directrice ORIV

Les jeunes étrangers arrivés sur le territoire français

Jeunes étrangers arrivés de l'étranger (16-25 ans)

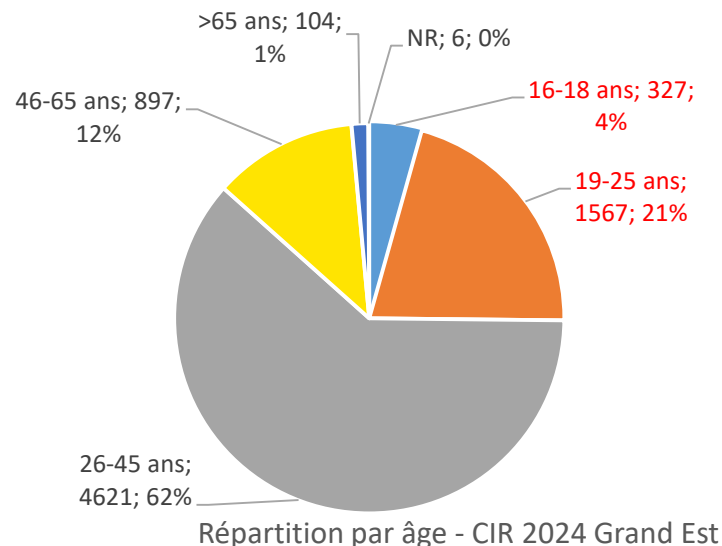
- Une « catégorie » qui fait l'objet de peu de connaissance, de travaux et mal définie.
- Une focalisation dans la littérature sur les « mineurs non accompagnés ».
- Des statistiques peu disponibles : les jeunes signataires du Contrat d'Intégration Républicaine et le nombre de jeunes mineurs non accompagnés.
- Pour les mineurs ne sont pris en compte que ceux ayant signé un CIR car en formation d'alternance ou d'apprentissage....

Jeunes (16-25 ans) signataires du CIR

■ Sur les 7.522 signataires en 2024, 25% (soit un quart : 1.894 personnes) sont âgés de 16 à 25 ans.

■ Une légère différence selon les départements (27,5% Haute-Marne et 20% Meurthe-et-Moselle).

■ Il s'agit majoritairement de jeunes hommes (1.117 hommes et 777 femmes).



Age	CIR	CIR %	dont Hommes	Hommes %	dont Femmes	Femmes %
16-18 ans	327	4,35%	220	67,28%	107	32,72%
19-25 ans	1567	20,83%	897	57,24%	670	42,76%
26-45 ans	4621	61,43%	2241	48,50%	2380	51,50%
46-65 ans	897	11,93%	385	42,92%	512	57,08%
>65 ans	104	1,38%	38	36,54%	66	63,46%
NR	6	0,08%	2	33,33%	4	66,67%
TOTAL	7522	100,00%	3783	50,29%	3739	49,71%

Mineurs non accompagnés

- Un mineur non accompagné (MNA) est un enfant de moins de 18 ans, de nationalité étrangère, arrivé sur le territoire français sans être accompagné par l'un ou l'autre des titulaires de l'autorité parentale ou par un représentant légal.
- Un changement de dénomination en mars 2016 (précédemment « mineur isolé étranger »).
- La volonté de changement voulue par la Garde des Sceaux pour réaffirmer que ces mineurs relèvent du dispositif de protection de l'enfance.
- Ce changement s'inscrit aussi dans un objectif d'harmoniser l'appellation française avec celle utilisée dans le droit européen. En Europe, on parle en effet de Mineurs Étrangers Non Accompagnés.

Mineurs non accompagnés

- Les mineurs non accompagnés sont dispensés de titre de séjour et sont donc en situation régulière jusqu'à leur majorité. Il n'existe pas de statut juridique propre aux MNA.
- Ils sont en fait à un croisement :
 - du droit des étrangers
 - du dispositif français de protection de l'enfance (aide sociale à l'enfance), qui ne pose aucune condition de nationalité.
- Une prise en charge par les Conseils départementaux :
 - 1^{er} temps : accueil urgence, mise à l'abri et évaluation des jeunes.
 - 2^{ème} temps : si le jeune est déclaré mineur, prise en charge par les services de l'ASE (sur la base d'une répartition départementale). Si le jeune n'est pas déclaré mineur, il peut saisir le Juge des enfants mais il n'est plus mis à l'abri.
- Au sein de la direction de la protection judiciaire de la jeunesse, la mission nationale mineurs non accompagnés coordonne le dispositif national de mise à l'abri, d'évaluation et d'orientation des mineurs non accompagnés : <https://www.justice.gouv.fr/mission-nationale-mineurs-non-accompagnes>

Mineurs non accompagnés

■ Le profil des mineurs non accompagnés :

- La majorité des MNA provient d'Afrique de l'Ouest (Mali, Guinée, Côte d'Ivoire), du Maghreb et, plus récemment, d'Afghanistan ou d'autres zones en conflit.
- Ils fuient des situations de guerre, de pauvreté, de violences familiales ou d'exploitation. Certains cherchent aussi à rejoindre des membres de leur famille en Europe.
- Ce sont principalement des garçons adolescents mais on constate une augmentation d'enfants plus jeunes et de jeunes filles.

Département	Nombre de MNA confiés par décisions judiciaires		
Année	en 2022	en 2023	en 2024
Ardennes	61	80	50
Aube	74	97	59
Marne	135	178	123
Haute Marne	39	51	35
Meurthe-et-Moselle	164	226	135
Meuse	40	54	34
Moselle	228	312	230
Bas-Rhin	266	327	240
Haut-Rhin	166	233	165
Vosges	86	111	71
GRAND EST	1259	1669	1142
France	14782	19370	13554
en %	8,5	8,6	8,4

Mineurs non accompagnés

- Le rapport de la commission d'enquête parlementaire (avril 2025) sur « les manquements des politiques publiques de protection de l'enfance » dresse « *le constat d'une action publique profondément et structurellement dysfonctionnelle et d'un manque chronique d'implication de l'État* ». Il formule 92 recommandations dont plusieurs concernent les mineurs non accompagnés :

- **Recommandation n° 47** : Garantir la présomption de minorité d'une personne se présentant comme mineur non accompagné (MNA) jusqu'à la décision de justice le concernant, lorsqu'il conteste la décision du département sur l'évaluation de sa minorité.
- **Recommandation n° 48** : Renforcer l'égalité de traitement entre les jeunes MNA et les autres enfants et jeunes majeurs pris en charge par la protection de l'enfance.
- **Recommandation n° 49** : Renforcer l'implication de l'État dans le cadre des missions qui lui sont déjà confiées par la loi s'agissant de la prise en charge des personnes se présentant comme MNA et des MNA.

Source : https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/organes/autres-commissions/commissions-enquete/protection-de-l-enfance#travaux_de_la_commission_d_enquete

Dossier de presse - https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/organes/autres-commissions/commissions-enquete/protection-de-l-enfance#travaux_de_la_commission_d_enquete

Intervention de Magaly BAUDEL et
Safia BEN AMMAR, Chargées de
mission DREETS Grand Est

Présentation de dispositifs : Volont'R et l'offre de repérage et de remobilisation (O2R)



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités

dreets

LE PROGRAMME VOLONT'R



VOLONT'R : le service civique pour l'intégration des jeunes étrangers

Programme lancé en octobre 2018 par la Délégation Interministérielle à l'Accueil et à l'Intégration (**DIAIR**), en partenariat avec l'Agence du Service Civique (**ASC**).

➤ **Objectifs**

- Permettre aux ressortissants français de s'engager pour l'accueil et l'intégration des réfugiés et primo-arrivants ;
- Permettre aux jeunes primo-arrivants (dont les réfugiés) de s'engager au sein de la société française à travers des missions de service civique.

➤ **Public cible** : jeunes âgés de 16 à 25 ans, et jusqu'à 30 ans pour les personnes en situation de handicap. Sont éligibles les Français, Européens et étrangers séjournant en France depuis plus d'un an et disposant d'un titre de séjour valide.

Ne sont pas éligibles au service civique les demandeurs d'asile, les mineurs non accompagnés et les étrangers en situation irrégulière.



VOLONT'R : le service civique pour l'intégration des jeunes étrangers

➤ **Les missions**

- Les missions d'intérêt général de 6 à 12 mois peuvent concerner 10 domaines d'intervention (culture, éducation, citoyenneté européenne, environnement, solidarité, sport, mémoire, santé...).

Pendant le service civique : formations obligatoires, tutorat, projet d'avenir...
Les étrangers primo-arrivants engagés dans ce programme bénéficient de cours de « français langue étrangère » hebdomadaires.

➤ **Une indemnité mensuelle de service civique**

Chaque mois les volontaires perçoivent une indemnité de 619,83 €, une partie étant versée par l'Etat (504,98 €) et l'autre par l'organisme d'accueil (114,95 €).



VOLONT'R : le service civique pour l'intégration des jeunes étrangers

➤ Le financement

- Un programme financé par des crédits provenant pour moitié d'un fonds de concours émanant de l'Agence Nationale du Service Civique et de la Direction de l'Accueil et l'Accès à la Nationalité (DIAN – ministère de l'Intérieur) : **81 000 € en 2024**
- **En 2024, financement régional par la DREETS :**
 - ✓ de **6 opérateurs pour 42 contrats** sur les 53 initialement prévus
 - ✓ **d'une journée d'échanges de pratiques** organisée par la DREETS et la DRAJES avec Unis Cité Metz.



VOLONT'R : 6 porteurs dans le Grand Est

STRUCTURE	PROJET	NOMBRE CONTRATS
BALLADE	Volont'R sans fronti'R	5
LA CLOCHE	Le volontariat résonne inclusif à la Cloche Grand Est	1
LA LIGUE 51	Ma planète sans frontière	2
UNIS CITE	COOP'R	20
UNIS CITE	Valorisation du programme Volont'R	6
LA LIGUE 54	Accueil 2 volontaires Volont'R	4
VILLE DE STRASBOURG	Sport 31 pour les Volont'R	4



PERSPECTIVES 2025

- Sur le Grand Est comme au niveau national, le programme peine à se déployer en dehors des associations historiquement identifiées comme bénéficiaires → poursuivre le déploiement par la promotion du programme Volont'R
- Pour optimiser l'efficacité des dispositifs de l'action 12 du programme 104, une vigilance particulière sera portée à l'articulation de Volont'R avec les CTAI, AGIR, OEPRE, AAP.
- 23 avril : Journée régionale organisée par la DREETS et la DRAJES à Strasbourg avec Unis Cité Metz. Ont été conviés les 6 porteurs retenus en 2024 avec les jeunes, les référents intégration DDETS, les DT OFII, les opérateurs AGIR, le SGARE Grand Est...
- Lancement d'un appel à projet régional par la DREETS et la DRAJES



VOLONT'R : un appel à projets régional

- Partenariat et co-pilotage DREETS / DRAJES (Délégation régionale académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports), lancement d'un AAP dès connaissance de l'enveloppe des crédits et du nombre de missions sur le Grand Est.
- Accompagnement renforcé des publics cibles en termes de devenir professionnel et d'apprentissage de la langue française
- Calendrier de l'action : automne 2025 – été 2026
- Perspectives 2025-2026 : en attente de la notification des crédits et du nombre de missions sur le programme 104



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités

dreets

CONTACTS

➤ **Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS)
Grand Est**

Emmanuelle MOREL – emmanuelle.morel@dreets.gouv.fr / 06 64 53 84 49

Safia BEN AMMAR – safia.ben-ammar@dreets.gouv.fr / 06 69 75 96 52

➤ **Délégation Régionale Académique à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports (DRAJES)
Grand Est**

Benoît LEPAGE – benoit.lepage@region-academique-grand-est.fr

03 88 76 81 92 / 06 08 91 81 44



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités

L'offre de Repérage et de Remobilisation (O2R)

Présentation de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) Offre de repérage et de remobilisation : 02R

Contexte

- La loi n° 2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi a introduit, dans son article 7, une nouvelle «catégorie d'organismes chargés du repérage et de l'accompagnement spécifique des personnes les plus éloignées de l'emploi ». L'offre inclusion s'inscrit dans la continuité des projets Plan d'Investissement dans les compétences (PIC) menés sur la période 2018-2023. Un appel à manifestation d'intérêt (AMI) type, a été rédigé par la DGEFP, et adapté au niveau régional en fonction du diagnostic établi.



Présentation de l'AMI O2R : Offre de repérage et de remobilisation

L'offre d'inclusion doit permettre

- **d'aller à la rencontre et prioriser les publics qui sont « en dehors des radars ».**
- **de lever les freins liés** aux difficultés sociales, de santé ou handicap, logement, mobilité, accès aux droits, pour faciliter l'accompagnement professionnel

Le public visé

L'offre inclusion s'adresse aux publics dits « invisibles », les personnes les plus éloignées de l'emploi, qui ne sont pas accompagnées depuis plus de 5 mois par un opérateur du réseau pour l'emploi (France Travail, Missions Locales, Cap Emploi). L'objectif est de rapprocher ces publics de l'emploi ou de la formation ou de les orienter vers le droit commun, par exemple via le Contrat d'Engagement Jeunes (CEJ) ou d'autres dispositifs adaptés.

Présentation de l'AMI O2R : Offre de repérage et de remobilisation

Les attendus

Les projets devront se concentrer sur :

- Le **repérage**, notamment grâce à des actions innovantes telles que des maraudes au pied des immeubles, des bus itinérants, le bouche-à-oreille ou l'utilisation des réseaux sociaux.
- La **remobilisation** des publics concernés.
- L'**accompagnement global** vers l'emploi ou la formation.

Une nécessaire complémentarité

Comme précisé par la loi, les organismes retenus devront :

- « Contribuer au dispositif d'insertion professionnelle et d'accompagnement des personnes rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières mis en œuvre par l'État. »
- Participer au réseau pour l'emploi et collaborer avec les autres membres du réseau pour l'emploi.

Mise en œuvre dans le Grand Est

- **Juillet 2024** : Lancement de l'appel à manifestation d'intérêt (AMI).
- **15 septembre 2024** : Fin de réception des candidatures (59 dossiers reçus).
- **Septembre - octobre 2024** : Phase d'éligibilité des dossiers menée par la DREETS et le cabinet AMNYOS, suivie d'une instruction sur le fond par la DREETS, les DDETS, et les têtes de réseaux (DR France Travail, ARML, CHEOPS).
- **18 octobre 2024** : Comité de sélection. 11 candidatures retenues pour des actions sur 3 ans (2024-2027).
- **Novembre 2024** :
 - Temps d'itération entre les DDETS et chaque porteur pour ajuster les projets selon les retours du comité de sélection.
 - Information aux porteurs retenus et élaboration des conventions financières.
- **Décembre 2024** :
 - Communication des décisions à tous les candidats.
 - Finalisation et enregistrement des conventions financières avant le 16 décembre.
- **Janvier 2025** : Mise en œuvre opérationnelle de l'appel à manifestation d'intérêt (AMI)

Panorama O2R en Région Grand Est

Département	Nom du porteur
08 - Ardennes	GLOBAL AXE
51 - Marne	CLUB DE PRÉVENTION EPERNAY
51 - Marne	AFPA
52 - Haute-Marne	TREMPLIN
54 - Meurthe-et-Moselle	AURÉLIE FINANCE
55 - Meuse	MAISON FAMILIALE RURALE DE COMMERCY
57 - Moselle	PYRAMID'EST)
67 - Bas-Rhin	EDIFIS
68 - Haut-Rhin	MARGUERITE SINCLAIR
88 - Vosges	ARES
88 - Vosges	FACE ILIHA

- **11 porteurs retenus**, couvrant 9 départements (à l'exception de l'Aube, où aucune candidature recevable n'a été retenue).
- Dont 7 porteurs ciblant plus particulièrement les publics des QPV

De nouvelles contractualisations pourraient être lancées en **2025**

- L'appel à manifestation d'intérêt (AMI) vise **4 305 bénéficiaires** sur 3 ans, avec un engagement financier de l'État de **14 millions d'euros**.

Les caractéristiques des publics visés

- **Répartition des projets :**

- 6 projets ciblent *tous les publics*, y compris les jeunes.
- 2 projets ciblent *tous les publics* à l'exception des jeunes.
- 2 projets ciblent uniquement le public jeune, dont :
 - 1 projet spécifiquement pour les jeunes en situation de handicap.
- 1 projet cible exclusivement les personnes en situation de handicap.

- **Analyse des cibles :**

- 8 projets sur 11 incluent les *jeunes*, ce qui pose la question de leur articulation avec les Missions locales.
- Dans 8 projets sur 11, la cible est définie de manière large, nécessitant une clarification des publics prioritaires.

➤ **Contacts Dreets :** safia.ben-ammar@dreets.gouv.fr **tel : 06 69 75 96 52**
magaly.baudel@dreets.gouv.fr **tel : 07 61 91 95 87**

Intervention de Héloïse VASSE,
Formatrice FLE-FLI – Aléos (secteur
intervention sociale – Service
réfugiés)

Présentation d'une action auprès des jeunes 18-25 ans



Ateliers Sociolinguistiques (ASL) 18-25 ans



- Accompagnement global vers l'autonomie à travers l'apprentissage de la langue française et des usages sociaux en France
- L'action consiste à mettre en place et animer des ateliers sociolinguistiques à Colmar et Mulhouse, à destination de jeunes primo-arrivants de 18 à 25 ans, accompagnés en parallèle par la Mission locale, pour la plupart bénéficiaires d'une protection internationale.
- Les ateliers durent de 2 à 3h.
- Ils ont lieu soit dans les locaux de l'association, soit à l'extérieur grâce à notre réseau partenarial.
- Des partenaires réalisent parfois des interventions dans nos locaux auprès des groupes d'apprenants.

Ateliers Sociolinguistiques (ASL) 18-25 ans



Exemples :

- Actions sur l'insertion professionnelle : portes ouvertes des centres AFPA, visite de la Cité du réemploi à Sausheim, Rallye de l'ensemblier Manne Emploi à Colmar...
- Actions culturelles : visite et ateliers d'écriture avec la bibliothèque municipale, visite du CRAC Alsace à Altkirch, projet « Lien social et citoyenneté » avec Cultures du cœur, ateliers « Musiques du monde » et « Bredalas » avec le secteur adulte du CSC de Colmar, ateliers de création artistique avec le Léopard à Colmar...
- Actions sur l'environnement et la responsabilité citoyenne : intervention du SIVOM à Mulhouse, visite de l'écohabitat FACE Alsace à Colmar, formation aux Premiers Secours Citoyen...
- Actions sur la prévention santé : interventions de divers professionnels dans le cadre du programme « Prenons soin de nous et de nos proches » à Mulhouse (alimentation, premiers secours, addictions, activité physique), et ateliers avec le pôle APSA à Mulhouse et Colmar (alimentation, activité physique) ...

Des ressources ...

■ Diffusion tous les mois d'un document « ressources »

➤ <https://www.oriv.org/publication/reseau-des-acteurs-de-lintegration-en-grand-est/>

Prochain séminaire :

2 juin 2025 de 9h30 à 12h00 : Education notamment dispositif OEPRE

